

RÉSUMÉ

Contexte

Les changements environnementaux sont de plus en plus intégrés au sein des processus migratoires, comptant parmi les facteurs remettant en question la distinction entre migrants et réfugiés. En outre, dans les négociations internationales sur le changement climatique, les migrations sont de plus en plus perçues comme une potentielle stratégie d'adaptation face aux impacts du changement climatique. Or, peu d'études existent sur la manière dont la migration pourrait réellement contribuer à l'adaptation, et aucune d'entre elles ne traite de la migration en Belgique.

Objectifs

MIGRADAPT vise à combler ces lacunes en analysant la manière dont la migration peut favoriser l'adaptation et la résilience des communautés, en s'appuyant sur une évaluation du lien migration-environnement en Belgique. Pour ce faire, le projet est divisé en deux parties. Dans un premier temps, MIGRADAPT cherche à comprendre le rôle des chocs environnementaux comme moteurs de la migration vers la Belgique. Les questions guidant la recherche sont les suivantes: Comment les migrants perçoivent-ils l'influence des facteurs environnementaux dans leur parcours migratoire? Comment l'environnement a-t-il pu influencer les autres facteurs migratoires? Comment perçoivent-ils les chocs environnementaux actuels dans leurs pays d'origine? Dans un second temps, MIGRADAPT cherche à comprendre les effets – y compris les effets perçus - de la migration sur l'adaptation des communautés d'origine. Il s'agit là d'un aspect particulièrement innovant du projet, qui étudie les conséquences de la migration sur les communautés d'origine plutôt que de se concentrer uniquement sur les migrants eux-mêmes. La principale question de recherche est la suivante : Comment (et dans quelles conditions) la migration en Belgique peut-elle soutenir l'adaptation des communautés affectées par les changements environnementaux?

Méthodologie

MIGRADAPT se livre à un processus transnational et multi-situé de collecte de données primaires par le biais d'entretiens qualitatifs approfondis. Trois pays d'origine ont été sélectionnés pour cette étude – le Maroc (Tanger et Tinghir), le Sénégal (Dakar et plusieurs villages de la région du Futa Toro) et la République démocratique du Congo (Kinshasa et Goma) – du fait des flux migratoires existants entre ces pays et la Belgique, de leur profil environnemental et des partenariats de développement qui les lie à la Belgique.

Résultats

Cette recherche constate et confirme que les perceptions des changements environnementaux sont – dans de nombreux contextes – extrêmement diverses et localisées, dépendant souvent de facteurs tels que le niveau d'éducation, l'occupation principale (et la dépendance par rapport aux ressources naturelles), le genre, l'âge, les vulnérabilités spécifiques ou les réseaux migratoires existants. La perception d'un environnement dégradé (généralement considéré comme ayant été aggravé par l'activité humaine) a influencé les aspirations migratoires et l'im/mobilité des personnes interrogées, en impactant (généralement de manière indirecte) leurs moyens de subsistance et leurs conditions socio-économiques. Malgré cette reconnaissance générale des changements environnementaux et de leur impact sur leurs propres régions d'origine, les migrants interrogés ont très rarement identifié les chocs météorologiques ou les changements

progressifs de l'environnement comme une raison majeure de leur propre migration. Au contraire, leurs déplacements (internes et internationaux) semblent s'inscrire dans des tendances et des « cultures » migratoires plus larges et établies (par exemple, la migration de travail, le regroupement familial, la migration estudiantine). Bien que les pratiques transnationales entre migrants et non-migrants (visites régulières, activités de communication, transferts matériels - tels que les envois de fonds -, ainsi que les transferts sociaux et politiques) se soient avérés particulièrement intenses et répandues auprès de nos différents échantillons, les ménages ayant un accès inégal à un réseau migratoire étaient souvent moins à même de faire face aux chocs externes de nature sociale, économique et/ou environnementale. La diaspora était en effet identifiée comme un acteur-clé du développement et de l'adaptation, essentiellement grâce aux envois de fonds, mais aussi à l'importation de nouvelles compétences et de connaissances, ou encore à la mise en place d'initiatives collectives (tant par les migrants que par les rapatriés). Pour diverses raisons (par exemple, un manque de capacités techniques ou financières, l'absence d'attrait ou de besoins exprimés), ces contributions individuelles et collectives étaient cependant rarement destinées à améliorer spécifiquement l'adaptation des populations aux changements environnementaux, mais visaient davantage à contribuer à des efforts de développement plus larges et/ou liés à l'amélioration des conditions socio-économiques d'un ménage ou d'une communauté donnée.

Recommandations

Les différents résultats de cette recherche ont donné lieu à une série de recommandations politiques pertinentes pour les domaines de l'adaptation au changement climatique, du développement et de la migration. Les décideurs politiques devraient par exemple soutenir les mesures qui s'attaquent à l'origine humaine des changements environnementaux (désertification, surpêche, mauvaise gouvernance urbaine, gestion des déchets, réduction des risques de catastrophes) et chercher à sensibiliser les populations locales aux effets néfastes du changement climatique (afin de combler le fossé existant entre les populations, inégalement touchées par les effets néfastes des changements environnementaux). Plus généralement, étant donné que les facteurs sociaux, politiques, économiques, environnementaux et démographiques de la migration interagissent constamment les uns avec les autres, les décideurs politiques devraient activement prendre en compte cette multi-causalité et cette complexité dans leurs politiques ou programmes liés à la migration, plutôt que de concevoir la relation entre les changements environnementaux et la mobilité humaine de manière linéaire. Les décideurs politiques pourraient également codévelopper des projets avec les membres de la diaspora dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, de la résilience agricole et du développement socio-économique. Des investissements et des incitations pourraient être mis en place pour soutenir la capacité financière et technique des migrants et des non-migrants à initier ou à participer à des projets de petite et grande ampleur dans leurs lieux d'origine touchés par les changements environnementaux.

Conclusions

A travers un travail de terrain qualitatif mené dans plusieurs sites au Sénégal, au Maroc, en République démocratique du Congo et en Belgique, cette recherche démontre que, bien que les changements environnementaux soient rarement identifiés comme un moteur principal de la mobilité humaine, les personnes migrantes et non-migrantes perçoivent souvent que ceux-ci affectent leurs aspirations, leurs décisions, leurs trajectoires et leurs pratiques transnationales (y compris concernant l'adaptation aux changements environnementaux et à leurs impacts socio-économiques connexes), de manière localisée,

contextuelle et non linéaire. Cette étude plaide en outre pour une intégration accrue de la composante environnementale de la migration dans les politiques et programmes de développement et d'adaptation par le biais d'une série de recommandations spécifiques et plus générales, fondées sur des données empiriques.

Mots clés

Migration ; Adaptation ; Changements environnementaux ; Pratiques transnationales ; Maroc ; Sénégal ; République démocratique du Congo ; Belgique.